

changer leur destination. Il serait oiseux de spéculer sur l'influence qu'aurait pu avoir l'émigration des Canadiens et des Acadiens vers le sud sur l'état des affaires de ce continent.

L'article cinq du traité de paix de 1783 entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, cédait à cette dernière puissance les Florides, Est et Ouest, qui se trouvait encore ainsi en possession des deux rives du Mississipi. C'est là ce qui donne de l'importance, au point de vue canadien, à l'établissement du Kentucky, qui était un rejeton de la Virginie. La navigation du Mississipi était complètement sous le contrôle de l'Espagne, et convaincus de l'absolu besoin dans lequel ils étaient d'avoir le libre usage de ce fleuve pour l'exportation de leurs produits, les habitants du nouveau territoire n'eurent pas de difficulté à croire qu'ils avaient le droit de l'obtenir, même par la force. Il n'entre pas dans le cadre du présent rapport de retracer l'histoire des événements qui se rattachent à la séparation du Kentucky d'avec la Virginie, et de son admission dans l'Union Américaine en qualité d'Etat distinct, non plus que des négociations de Wilkinson traitant directement avec l'Espagne pour en obtenir le droit de navigation sur le Mississipi, et l'entrée en franchise des produits du Kentucky dans la Nouvelle-Orléans, autrement que pour mentionner que le succès de ces négociations fut pour les habitants du Kentucky un encouragement à continuer encore plus sérieusement la discussion de l'idée d'une séparation d'avec le reste des Etats-Unis, afin de pouvoir agir en nation indépendante. Cette politique ainsi que la croyance dans laquelle se trouvaient plusieurs des guides de l'opinion publique dans les Etats-Unis, qu'il serait sage de conclure un traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et la république américaine, auraient eu, si ces vues avaient prévalu, les plus importantes conséquences pour les affaires du Canada. C'était une époque critique dans l'histoire des Etats-Unis ; le gouvernement central n'avait à peine que l'ombre d'un contrôle sur les différents Etats ; ceux de l'Atlantique étaient ouvertement hostiles à l'idée de développements vers l'ouest ; c'était une opinion répandue qu'au lieu d'une seule puissance il dût en être créé au moins deux ; plusieurs penchaient pour une forme de gouvernement monarchique, et il y avait dans les esprits une tendance à résister au paiement des taxes imposées par le congrès pour faire face aux frais encourus dans la lutte avec la Grande-Bretagne.

On ne saurait, au point de vue du Canada, rester indifférent à la décision que devait prendre le Kentucky. Le différend survenu par suite de la saisie de navires britanniques dans le détroit de Nootka, dans l'Océan Pacifique du Nord (*voir* le rapport sur les archives pour 1889, p. 2), mettait nécessairement en jeu, dans le cas d'une guerre, toutes les possessions espagnoles de l'Amérique du Nord, et surtout la Louisiane et les Florides, qui étaient d'un accès facile par mer. L'attitude des Etats-Unis devenait donc d'un grand intérêt, et la souveraine importance qu'avait pour le Kentucky la navigation libre du Mississipi, que les habitants croyaient avoir été sacrifiée par la politique timorée du gouvernement fédéral, aurait pu porter le Kentucky à une alliance avec la Grande-Bretagne comme la solution la plus probable de la difficulté.

Cet aperçu des événements m'a paru être nécessaire à l'introduction des rapports de l'agent non officiel, employé en l'absence d'un agent diplomatique reconnu de la Grande-Bretagne aux Etats-Unis. La version américaine d'une partie des conversations dont il fait rapport est donnée par plusieurs des principaux hommes politiques dont les mémoires ont été publiés. On la trouve avec le plus de détails dans